

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
12
- Pouvoir :
-
- Votants :
12

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

APUREMENT DE L'ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF DU SDIS

Le 10 juillet 2015, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 juin 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE,
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Daniel
MARECHAL, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le
Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique
PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoir :

-

Étaient absents excusés :

Mmes Pierrette CANU, Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-
RAINOT,
MM. Bastien CORITON, le Capitaine André HENRY, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les Services départementaux d'incendie et de secours connaissent une nouvelle instruction budgétaire et comptable (M61), dont l'objectif est notamment d'améliorer la patrimonialité de leurs comptes. L'obligation d'amortir est ainsi introduite, que ce soit pour les acquisitions de biens meubles et immeubles que pour les subventions perçues, après le 1^{er} janvier 2004.

Aujourd'hui, le Sdis en étroite collaboration avec le Payeur Départemental, souhaite avancer dans l'apurement des écritures du passif et de l'actif, afin de permettre une lecture claire de son bilan. Cet objectif figure parmi les axes forts de l'engagement partenarial signé avec la Direction régionale des finances publiques le 3 décembre 2014.

Des opérations d'ordre non budgétaires doivent être opérées, pour **permettre de corriger des erreurs sur exercice clos sans incidence sur le résultat de l'exercice de la collectivité**.

Ces écritures sont conformes à l'avis du Conseil de Normalisation des Comptes Publics n° 2012-05 du 18/10/2012 relatif aux changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs dans les collectivités territoriales.

La présente délibération a pour objet de permettre d'effectuer les premières régularisations d'écritures après investigations communes avec les services de la Paierie départementale. Elles permettraient d'apurer l'intégralité de l'état du passif et d'amorcer la démarche s'agissant de l'actif, à partir de deux premiers comptes.

Les opérations d'ordre non budgétaires proposées sont effectuées au sein des capitaux propres, (haut de bilan), via le compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés ». Ce compte doit être mouvementé :

- par un crédit pour les régularisations des recettes liées à des subventions (cf. A –Etat du passif),
- par un débit pour les régularisations liées à des dépenses opérées (cf. B- Etat de l'actif).

Ce compte 1068 présente aujourd'hui un solde créditeur de 65 582 239,74 € chez le comptable public.

A- Etat du passif

Principe : l'amortissement des subventions d'investissement perçues doit être effectué soit en parallèle de l'amortissement des acquisitions correspondantes faites, soit sur 5 ans. Les dites subventions encaissées depuis 2004 n'ont pas été amorties. Des écritures de régularisation (non budgétaires) sont donc nécessaires pour résorber le solde créditeur des comptes ci-après détaillés.

Régularisation du compte 1311 « Subventions d'équipement transférables – Etat et établissement nationaux » : ce compte présente au 31 décembre 2014 un solde créditeur de 4 216 050,78 € correspondant à l'ensemble des versements du Fond d'Aide à l'Investissement perçus (voir état ci-joint). La présence de ce solde s'explique par l'absence d'amortissement. Afin de le résorber et ainsi sortir les sommes du passif, il convient pour le même montant, de créditer le compte 1068 et de débiter le compte 13911 « Subventions d'équipement de l'État et établissements nationaux transférées au compte de résultat ».

Régularisation du compte 1313 « Subventions d'équipement transférables – Départements » : ce compte présente au 31 décembre 2014 un solde créditeur de 5 014 076,41€ correspondant aux versements des subventions reçues au titre des divers plans de construction ainsi que des subventions en provenance l'ADEME¹ (selon l'état ci-joint). La présence de ce solde s'explique par l'absence d'amortissement. Afin de le résorber et ainsi sortir les sommes du passif, il convient pour le même montant, de créditer le compte 1068 et de débiter le compte 13913 « Subventions d'équipement du Département transférées au compte de résultat ».

Régularisation du compte 1314 « Subventions d'équipement transférables – Communes » : ce compte présente au 31 décembre 2014 un solde créditeur de 28 488,73 €. Il s'agit d'un versement en 2012 par la commune du Trait au titre de travaux réalisés pour la construction du centre de secours. La présence de ce solde s'explique par l'absence d'amortissement. Afin de le résorber et ainsi sortir les sommes du passif, il convient pour le même montant, de créditer le compte 1068 et de débiter le compte 13914 « Subventions d'équipement de communes transférées au compte de résultat ».

Régularisation du compte 1318 « Subventions d'équipement transférables – Autres » : ce compte présente au 31 décembre 2014 un solde créditeur de 1 255 718,20 €, correspondant à l'ensemble des versements effectués par les centrales nucléaires de production électrique depuis 2004, et par le Grand Port Maritime du Havre pour divers acquisitions d'investissement. (Voir état ci-joint). La présence de ce solde s'explique par l'absence d'amortissement. Afin de le résorber et ainsi sortir les sommes du passif, il convient pour le même montant, de créditer le compte 1068 et de débiter le compte 13918 « Subventions d'équipement d'autres établissements transférées au compte de résultat ».

B- Etat de l'actif :

Régularisation du compte 2031 « Frais d'études » :

Principe : les frais d'études suivis de réalisation sont intégrés aux travaux ou construction concernés et amortis avec le bien. Les frais d'études non suivis de réalisation doivent être amortis sur 5 ans.

La balance d'entrée de 2004 de ce compte (basculé en M61) présente un solde positif, qui aurait dû être amorti et donc être nul aujourd'hui. Les écritures de régularisation (non budgétaires) ci-après exposées visent donc à résorber le solde créditeur du compte.

La Paierie départementale constate un montant de 167 755,21€ à régulariser. Après recherches, le Sdis a pu reconstituer un cumul d'écritures de 144 887,86 € constaté aux comptes administratifs. Malgré les recherches entreprises, les 22 867,35 € restant n'ont pas été reconstitués compte tenu de leur ancienneté.

Il est proposé de régulariser la somme de 167 755,21 € avancée par la Paierie, selon le schéma suivant :

Sur la fraction reconstituée par le Sdis (144 887,86 €), un rapprochement à hauteur de 71 666,74€ a pu être fait avec des constructions identifiées. L'intégration de cette somme au compte 21, pointant sur ces constructions, est donc proposée par le biais d'écritures d'ordre budgétaire.

¹ Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

Le solde des sommes constatées par la paierie - 96 088,47 € - correspond donc à des frais d'études non suivis de travaux ou à des sommes non reconstituées (état ci-joint). Pour régulariser leur défaut d'amortissement, il convient de débiter le compte 1068 et de créditer le compte 28031 « Amortissement des frais d'études ».

Régularisation du compte 20411 « Subvention d'équipement versées aux organismes publics – Biens mobiliers, matériel et études » :

Principe : les subventions d'équipement versées par le Sdis doivent être amorties sur des durées différentes selon le type de prestations subventionnées. La balance d'entrée de 2004 de ce compte (basculé en M61) présente un solde positif, qui aurait dû être amorti et donc être nul aujourd'hui. Les écritures de régularisation (non budgétaires) qui suivent visent donc à résorber le solde créateur du compte.

La Paierie constate un montant de 348 217,65 € à régulariser. Après recherches, le Sdis a identifié un cumul de 298 824,16 € grâce aux comptes administratifs (état ci-joint).

Proposition est faite de considérer la totalité de la somme constatée en Paierie, soit 348 217,65 € et de régulariser le défaut d'amortissement pour ce montant par le débit du compte 1068 et le crédit du compte 280411 « Amortissement des subventions d'équipements versées ».

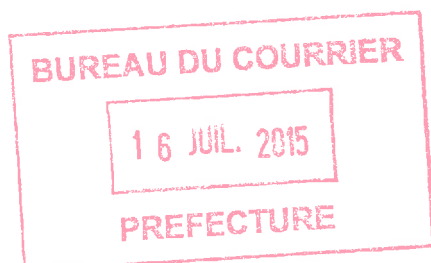
Si l'ensemble de ces opérations étaient approuvées, le solde du compte 1068 serait alors porté à 75 652 267,74 €.

En annexe, vous trouverez un tableau récapitulatif de l'ensemble de ces écritures.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes.

André GAUTIER